

LETTRE OUVERTE AUX ELUS DE LA REPUBLIQUE

Notre cadre de vie est en danger

A l'heure où des évènements inquiétants confirment l'urgence d'agir pour l'intégration et l'égalité des territoires, à l'heure où vous, élus et personnalités politiques, exprimez la nécessité de garantir un aménagement du territoire meilleur et plus durable, nous, professionnels de l'urbain, de la construction du cadre bâti et paysager, dénonçons une diminution des actions et des moyens mis en œuvre qui va à l'encontre de cet objectif.

Notre environnement naturel et urbain (paysage, logement, équipements publics, ville et campagne...), est de moins en moins bien maîtrisé. La financiarisation, au nom d'une efficacité du court terme, dévoie la commande publique. La vision technocratique du développement durable, la surenchère et la superposition de normes, de labels et de certifications engendrent d'importants surcoûts pour des résultats insuffisants.

Sous couvert d'une optimisation des budgets, on diminue les moyens et les temps nécessaires à la planification et à l'anticipation, à la réflexion et à la programmation en amont des projets, à la prise en compte de la parole de l'utilisateur, conditions indispensables pour garantir la qualité des réalisations et la maîtrise des coûts sur le long terme.

Le principe de l'intérêt général cède la place à des logiques économiques qui détruisent les conditions du bien vivre ensemble. Cette financiarisation porte atteinte aux conditions d'exercice de nos métiers, contraint notre indépendance et notre liberté de conscience en nous mettant dans l'incapacité d'assumer pleinement nos missions, et **détruit nos métiers, entraînant la disparition de PME, d'emplois, de savoirs et, finalement, une perte de qualité du cadre de vie.**

C'est pourquoi nous, professionnels de la ville et des territoires (urbanistes, programmistes, architectes, paysagistes, environnementalistes, ingénieurs) alertons les pouvoirs publics sur la nécessité de remettre au cœur des dispositifs d'aménagement et de construction du cadre bâti les moyens nécessaires aux prestations intellectuelles, au service d'un développement durable bien compris.

Nous appelons les pouvoirs publics à prendre conscience de nos préoccupations pour la préservation de l'intérêt général et la qualité de vie de nos concitoyens. Nous défendons la dimension culturelle de nos métiers et demandons l'ouverture d'un dialogue afin de promouvoir, à vos côtés, une conception humaniste et éthique des projets d'aménagement du territoire et du cadre bâti.

Pour toutes réponses à ce courrier, merci d'écrire à : cadredevieendanger@gmail.com

Les organismes signataires (par ordre alphabétique) :

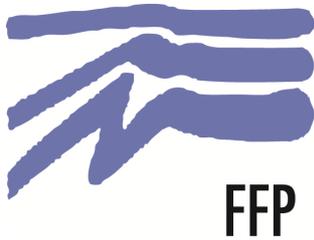


ASSOCIATION
DES CONSULTANTS
EN AMÉNAGEMENT
ET DÉVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES

ACAD (Association des Consultants en Aménagement et Développement des territoires)



CINOV SYPAA (Syndicat des Programmistes en Architecture et Aménagement)



FFP (Fédération Française du Paysage)



SFA (Société Française des Architectes)



SFU (Société Française des Urbanistes)